

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Women and communal strikes in the crisis of 1917-1922 ». Ce document scanné et publié en format PDF est malheureusement incomplet. Une partie des notes du texte n'apparaissent pas à la fin du scan. Seules les quinze premières notes sont accessibles. Nous avons indiqué l'emplacement des suivantes, sans pouvoir retrouver leur contenu.

Cette traduction a été réalisée à l'automne 2015. Nous signalons que ce texte n'a pas été traduit directement par le CATS de Caen mais par une personne qui est entré en contact avec nous. Un grand merci à elle. Elle se reconnaîtra. Le CATS s'est contenté de relire le texte et de le féminiser.

D'autres traductions subversives sont en téléchargement libre sur le site des camarades du Regroupement Révolutionnaire Caennais, qui ont solidairement accepté d'héberger les traductions du CATS après que le serveur du collectif ait définitivement planté : <http://rrcaen.neowordpress.fr/cats/>

Les femmes et les grèves communautaires pendant la crise de 1917-1922

Par Temma Kaplan

Dans les villes qui grandissaient rapidement, les femmes des classes laborieuses devaient faire face à la fois aux tâches ancestrales liées aux soins dus à leurs familles et aux nouvelles épreuves amenées par l'industrialisation. Même si elles n'effectuaient aucun travail salarié, les femmes prodiguaient leur aide à leurs familles, comme le montre Laura Frader. L'essai de Temma Kaplan continue le récit des luttes des femmes et les replace dans le contexte des grandes grèves du 20^{ème} siècle. En temps de crise, les responsabilités spécifiques des femmes envers leurs communautés et leurs familles leur procuraient un ensemble de nouveaux besoins et un point d'observation privilégié d'où évaluer la situation. La dépression économique, souvent aggravée par les pénuries des temps de guerre, incitait les femmes des quartiers pauvres à manifester pour réclamer de la nourriture, des réformes gouvernementales, et la justice. À l'opposé des femmes radicales décrites par Richard Stites et Charles Sowerwine, ces femmes n'avaient que peu d'expérience préalable d'engagement politique, elles agissaient au nom de ce que Kaplan appelle « la conscience féminine ». Ayant accompli leurs obligations de mères, d'épouses et de membres de la famille, ces femmes désespérées se sentaient autorisées à demander le minimum de biens nécessaires pour continuer à remplir leur rôle. Dans des lieux aussi divers que Saint-Pétersbourg, Milan, Malaga et Veracruz, les femmes des classes laborieuses agissaient dans les crises pour défendre leurs droits traditionnels et plaider pour la promesse d'un ordre social juste.

Pendant la Première Guerre mondiale et la période qui a suivi, dans le monde entier des femmes pauvres se sont engagées dans des grèves communautaires. Les *grèves communautaires* étaient des insurrections au cours desquelles les femmes d'un quartier commençaient à réclamer de la nourriture, du combustible ou des loyers modérés jusqu'à ce qu'elles réussissent à obtenir un soutien massif de la part des hommes de leur classe sociale. Ensemble, ils et elles obligeaient leurs gouvernements à agir. Si, dans la plupart des cultures et au cours des différentes périodes historiques, les hommes et les femmes ont appris depuis l'enfance que ces dernières ont une responsabilité particulière dans l'entretien des vies des membres de la famille et des amiEs, elles en ont souvent déduit qu'elles avaient dès lors le droit d'obtenir de la nourriture et des logements, même lorsque les restrictions rendaient ces missions pratiquement impossibles – ce fut le cas pendant la Première Guerre mondiale. J'ai appelé la prise de conscience par

laquelle de telles femmes et quelques personnalités masculines reconnaissent les prérogatives des femmes pauvres « conscience féminine »¹.

La participation des femmes à la vie politique pendant la Première Guerre mondiale se limitait aux grèves communautaires et à quelques actions au cours des campagnes pour le droit de vote dans des pays comme la Grande-Bretagne². Les femmes avaient le droit de vote seulement en Norvège et en Finlande jusqu'à ce que le gouvernement provisoire de Russie issu de la révolution de février le leur accorde en 1917. La grève communautaire moderne était la principale forme d'activité politique féminine car les ouvrières qui adhéraient à un syndicat en Europe avant la fin de la guerre étaient peu nombreuses, et le militantisme efficace pratiqué par les femmes pendant cette période mérite une explication.

La nature de la conscience féminine dans les classes laborieuses urbaines

Les femmes des classes laborieuses tissaient entre elles des liens informels qu'elles activaient en temps de crise. Lorsque ces femmes manifestaient contre les boulangers, les propriétaires, les marchands de charbon ou autres, qu'elles soupçonnaient de spéculer sur le prix des denrées de première nécessité, elles suivaient des habitudes sociales et faisaient alliance avec des femmes qu'elles voyaient tous les jours. Malgré la spontanéité apparente des mouvements de masse dans lesquels les femmes les plus pauvres s'engageaient pendant la Première Guerre mondiale, leurs actions étaient guidées par un modèle qui suivait les schémas de la vie quotidienne. Ces femmes étaient des voisines qui s'occupaient mutuellement de leurs enfants et se connaissaient bien parce qu'elles fréquentaient les mêmes églises et les mêmes marchés. Les femmes de l'élite et des classes moyennes avaient aussi bien sûr été éduquées à accepter certaines obligations et certains privilèges ; cependant, il était rare qu'elles établissent avec leurs voisines le dense réseau de relations que les femmes pauvres constituaient au marché, à la laverie ou aux fontaines (avant l'arrivée de l'eau courante).

Les femmes des classes populaires qui participaient aux mouvements étudiés ici habitaient des villes dans lesquelles les irrégularités de l'approvisionnement de la nourriture et les pénuries de logements étaient aggravées par les révolutions et les guerres récurrentes. Les villes où ces actions se sont déroulées rassemblaient deux caractéristiques particulières favorisant les grèves communautaires : les habitantEs du quartier résidaient près de leur lieu de travail ; et les représentants du pouvoir étaient assez visibles pour que les femmes elles-mêmes puissent entrer en contact avec le gouvernement sans s'aventurer trop loin de leur propre voisinage rassurant. Comme leur lieu de travail était proche de leur habitation, ces femmes qui travaillaient pour un salaire trouvaient leurs principales alliées parmi les autres femmes de leur classe, avec lesquelles elles partageaient la responsabilité de prendre soin de leur communauté. Dans les villes où résidence et travail étaient proches et dans lesquelles on connaissait de vue les représentants de l'autorité, qui étaient pour cela supposés personnellement dignes de confiance, le théâtre des opérations des femmes des classes laborieuses était le marché et les rues du voisinage plutôt que le plancher de l'usine. À ces occasions, les femmes agissaient de concert avec les voisines, davantage contre les gouverneurs que contre les employeurs avec leurs collègues masculins.

Au 17^{ème} siècle, tous les dirigeants européens savaient que, à moins que le gouvernement n'achète du grain pour nourrir les pauvres des villes, le spectre du manque conduirait à des réclamations. Vers la fin du 18^{ème} siècle, cependant, les autorités choisirent de laisser fluctuer le prix du pain selon la valeur du marché. Lorsque les prix augmentaient et que les pauvres commençaient à en souffrir, les gouvernements réprimaient la populace au lieu de calmer sa colère avec un prix du pain subventionné. Quand les hommes

¹ Temma Kaplan, « Female consciousness and collective action : the Barcelona case, 1910-1918 », *Signs*, 7, N°3 (1982), 545-66.

² L'étude majeure d'un mouvement national pour le suffrage des femmes qui fournit un matériel complet sur la participation des femmes de la classe ouvrière est celle de Jill Liddington et de Jill Norris : « One hand tied behind us : the rise of the women's suffrage movement », Londres, Virago, 1978.

et les femmes se dressaient pour demander des aides, ils et elles plaidaient pour le droit au juste partage des denrées alimentaires en rapport avec une « économie morale »³.

Si les revendications pour la nourriture aboutissaient souvent à des massacres, les autorités agissaient parfois avec plus de mansuétude envers les femmes. Lorsque la foule était constituée uniquement de femmes, ou d'hommes habillés en femmes (comme lors des *Rebecca Riots* du Pays de Galles au milieu du 19^{ème} siècle, ou dans le mouvement *Marie de la Fontaine* au Portugal), les participantEs présupposaient que les femmes avaient des privilèges allant au-delà de ceux garantis par la loi⁴. Dans de tels rassemblements, on débattait souvent de communauté plutôt que de droits individuels. La conscience féminine de ces hommes et de ces femmes leur donnait le pouvoir de revendiquer certains avantages qui compenseraient les tâches particulières des femmes comme épouses, mères, et gardiennes de leur société, avec le droit d'agir contre les autorités au nom du plus grand bien de la communauté.

Avant la fin du 19^{ème} siècle, les actions collectives destinées à assurer la subsistance étaient cycliques. Les pénuries périodiques conduisaient à des émeutes périodiques. Au milieu du 19^{ème} siècle, les hommes des classes populaires avaient trouvé le moyen de briser le cercle vicieux par une pression soutenue sur l'orientation des syndicats et des partis, qui privilégiaient les conditions de travail et les droits politiques plutôt que les familles et le voisinage. Ces hommes imaginaient des stratégies qui leur permettraient de planifier l'économie future et la redistribution politique des ressources. Mais, en choisissant ces priorités, ils perdaient de vue les problèmes de la vie quotidienne, auxquels les femmes de la classe ouvrière étaient plus attentives⁵.

En 1864, avec l'apparition de la Première Internationale des travailleurs et travailleuses, une vague confédération majoritairement masculine de syndicats, de clubs socialistes, de journaux et de sociétés coopératives en Europe et en Amérique, le combat masculin pour des ajustements radicaux dans la société adopta une nouvelle forme d'organisation⁶. Des stratégies pour des changements à long terme dans l'économie et dans la politique remplacèrent les idées soi-disant utopiques sur les possibilités de perfectionnement des êtres humains, des familles et de toutes les communautés. Malgré l'intérêt pour le travail des femmes et des enfants manifesté par les hommes de la Première Internationale, peu de femmes s'affilièrent à l'organisation.

Les grèves communautaires, qui ont commencé dans le dernier tiers du 19^{ème} siècle, différaient des insurrections précédentes en ce sens qu'elles apparaissaient là où les syndicats et les partis politiques d'ouvriers existaient déjà ; cela déplaçait la tribune des politiciens de la communauté vers le lieu de travail ou vers la nation. Mais même les femmes qui travaillaient hors de leur foyer continuaient à organiser la collectivité dans leurs quartiers. Tandis que les socialistes masculins portaient leur attention, après la fin du siècle, sur la transformation de la société, les femmes de la classe ouvrière devenaient les principales gardiennes des communautés existantes.

Les grèves communautaires débutaient rarement par des revendications politiques. Au contraire, c'étaient presque invariablement des appels de femmes protestant contre des conditions qui leur rendaient la protection des leurs impossible. Les bouleversements causés par la Première Guerre mondiale amenèrent les femmes de la classe ouvrière à défendre leurs communautés tandis que de nombreux hommes de la

³ Olwen Hufton : « Women in Révolution, 1789-1796 », *Past and present*, 53 (1971), 90-108 ; E.P. Thompson : « The moral economy of the english crowd in the eighteenth century », *Past and present*, 50 (1971), 76-136.

⁴ George Rude : « Captain Swing' and 'Rebecca daughters' » in « The crowd in history, 1730-1848 » (New-York, John Wiley, 1964), pp. 149-163 ; Joyce Riegelhaupt : « Maria das Fontes », article non publié rédigé pour les Women's Studies Series, Université de Princeton, printemps 1981.

⁵ Une discussion sur combien était intégrales les questions des femmes au sein de la gauche avant l'avènement du « socialisme scientifique » apparaît in Barbara Taylor : « Eve and the New Jerusalem : socialism and feminism in the nineteenth century », New-York, Pantheon, 1983.

⁶ Un bref survol de l'histoire des trois Internationales apparaît dans « The revolutionaries Internationals, 1864-1943 », Éd. Milorad M. Drakovitch, Stanford, Californie, Stanford University Press, 1966.

classe ouvrière mouraient au combat ou combattaient en tant que socialistes ou anarchistes pour transformer le système économique et politique. Lorsque les femmes de la classe ouvrière se lancèrent dans l'action collective, elles durent faire face à des questions plus immédiates – des préoccupations sociales concernant la vie de tous les jours comme la nourriture, le combustible et le logement. Ces femmes ne constituèrent jamais d'associations permanentes basées sur une prise de conscience féministe sur le modèle des organisations révolutionnaires fondées sur des principes anarchistes ou socialistes que leurs alliés masculins développaient. Cependant, la sensibilité féminine a contribué à entretenir l'esprit communautaire dans l'Europe du 20^{ème} siècle.

Le rôle des femmes dans le lancement de la Révolution de février 1917 en Russie

La Première Guerre mondiale a perturbé l'approvisionnement de la nourriture et entamé les provisions de combustible partout en Europe. L'année qui s'écoula entre février 1917 et janvier 1918 fut ponctuée par des émeutes urbaines causées par des pénuries de nourriture et de combustible. Ainsi en fut-il à Petrograd en Russie, à Turin en Italie, à Malaga en Espagne. L'urbanisation rapide qui caractérise les villes européennes depuis la fin du 19^{ème} siècle culmine au moment de la Première Guerre mondiale, époque de fort rendement de la rente, de crise du logement et de pénurie de carburant. Les mêmes cycles de guerre et de révolution qui se sont abattus sur l'Europe ont également balayé l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. En février 1917, après trois années de guerre au cours desquelles deux millions de soldats russes furent tués, le gouvernement russe ne réussit pas à approvisionner les populations civiles en nourriture et en combustible. À cause de cet échec, les femmes de Petrograd lancèrent une grève communautaire qui, à son stade ultime, culmina dans le renversement de l'autocratie tsariste contre laquelle de nombreuses actions révolutionnaires avaient été menées depuis des dizaines d'années. En 1905, une action militante s'était soldée par un massacre à la suite duquel le gouvernement fut forcé d'établir un parlement connu sous le nom de Douma. Pour autant, cette instance restait sans pouvoir réel. Le bouleversement qui commença en février 1917 par une grève communautaire, déposa le Tsar et conduisit à la création d'un gouvernement provisoire qui devait poser les fondations d'un système politique libéral en Russie. Ce gouvernement provisoire était instable et fut renversé par les bolcheviques en octobre 1917. Agissant en avance sur la classe ouvrière syndiquée, les femmes précipitèrent la chute du Tsar en février 1917 en réclamant du pain. Elles mirent ainsi en marche un processus qui mena à la révolution bolchevique.

La faim était épidémique au début de 1917 – tout comme les privations causées par le chômage l'avaient été en 1905 – et la population de Saint-Pétersbourg se rappelait ce qui s'était alors produit. Le Dimanche sanglant, 6 janvier 1905, une foule brandissant des icônes, menée par un prêtre orthodoxe, le pope Gapone, se rassembla sur le parvis du Palais d'hiver du Tsar en réclamant des aides. Les soldats du Tsar les hachèrent menu, tuant 1 000 personnes et blessant d'innombrables autres. Parmi les victimes se trouvaient de nombreuses femmes et de nombreux enfants⁷.

Entre la Révolution russe de 1905 et la fin de la première année de la Première Guerre mondiale, en 1915, les loyers ont plus que doublé à Petrograd (nom qui remplaça Saint-Pétersbourg de 1914 à 1924, date à laquelle la ville fut rebaptisée Leningrad). Les prix de la nourriture, particulièrement ceux de la farine et du pain, grimpèrent de 80 à 120 % dans la plupart des villes européennes. Le prix de la livre de pain de seigle, l'aliment de base de la classe ouvrière à Petrograd, passa de 3 kopeks en 1913 à 18 kopeks en 1916. Même le savon, nécessaire pour maintenir la propreté des vêtements et la dignité des individus, augmenta de 245 % en 1917 à Petrograd⁸. L'échec des gouvernements dans le rationnement des

⁷ Laura Engelstein : « Moscow, 1905 : working-class organization and political conflict », Stanford, Californie, Stanford University Press, 1982, p. 64. La révolution de 1905 poussa Rosa Luxemburg à écrire « The mass strike, the political party and the trade unions », trad. Patrick Lavin, première édition 1906, Harper and Row, 1971.

⁸ Dale Ross : « The role of the women of Petrograd in war, revolution and counter-revolution, 1917-1921 », dissertation doctorale non-publiée, New Brunswick, N.J., Rutgers University, 1973, pp. 23, 28 ; « Encarecimiento de la vida durante la guerra. Precios de la subsistencia en España y en el extranjero, 1914-1918 », Madrid, Instituto de Reformas Sociales, Secciones la y 3a tecnico-administrativas, 1918, p. 49.

ressources rares et la conviction largement répandue que des spéculateurs bénéficiaient de la misère des pauvres jetèrent un doute sur les compétences des gouvernements à travers toute l'Europe.

Les marchands spéculèrent sur les prix du blé, du combustible et de la viande pendant que les usines, de l'URSS à l'Espagne, congédiaient leurs ouvriers par manque de carburant pour faire marcher les machines. Les salariés masculins et féminins qui devaient faire face aux licenciements se lançaient souvent dans la grève. Entre janvier et février 1917, plus d'un demi million de travailleurs et travailleuses russes, surtout à Petrograd, perdirent leur emploi et les ménages souffrirent de la pauvreté et des restrictions.

La police rapporte que, au début de 1917, Petrograd était un baril de poudre : « On pense que le plus léger désordre, ou le plus infime prétexte conduirait à des émeutes incontrôlables qui feraient des milliers de victimes. En fait, les conditions pour une telle explosion existent déjà. La situation économique des masses, malgré des hausses de salaire conséquentes, est proche de la détresse. Même si les salaires doublent, le coût de la vie triple. L'impossibilité d'obtenir des biens, le temps perdu dans les queues devant les magasins, l'augmentation de la mortalité à cause des mauvaises conditions de logement, le froid et l'humidité résultant du manque de charbon... tous ces facteurs ont créé une telle situation que la masse des ouvriers est prête à éclater dans les plus sauvages des émeutes de la faim »⁹.

Le rapport oublie de mentionner que toutes ces conditions supposées mener à une émeute relevaient des besoins et des obligations de toutes les femmes et leur donnaient particulièrement le droit de s'indigner.

La plupart des femmes – 55 % de la force de travail à Petrograd en 1917 – travaillaient à des postes non qualifiés, principalement dans l'industrie textile. Après des journées de 11 ou 12 heures de travail, les femmes revenaient à la maison pour laver, repriser, soigner les enfants et trouver de la nourriture. Elles rejoignaient leurs mères, leurs sœurs et leurs filles dans les queues. Un contemporain écrivait dans le journal bolchevique féministe que les femmes devaient se demander : « “Et avec quoi vas-tu les nourrir alors que les denrées deviennent continuellement plus chères et que les gains sont si maigres ?...” Épuisées, rendues malades par le travail malsain et interminable de l'usine, ne trouvant aucun répit au foyer, du matin au soir, jour après jour, et mois après mois, les mères ouvrières bêtes de somme ne connaissent que le besoin, la peine et les ressentiments. Leurs vies passent dans la mélancolie, sans joie... »¹⁰.

Les femmes russes saisirent l'occasion de la Journée internationale de la femme (le 8 mars dans les pays occidentaux mais le 23 février selon le calendrier julien utilisé en Russie) pour appeler à un meeting sur « le pain et la paix », qui entraîna une grève communautaire. La Journée internationale de la femme avait commencé comme un moyen d'unifier les communautés de classes laborieuses autour d'un ensemble d'objectifs communs, incluant la reconnaissance des droits de la femme correspondant à leur obligation traditionnelle de nourrir leurs proches. Après l'inauguration de la Journée internationale de la femme aux États-Unis en 1909, en Europe de l'Ouest en 1911 et en Russie en 1913, ce jour était devenu une occasion pour célébrer la conscience féminine et affirmer les droits des femmes à défendre la communauté des classes laborieuses¹¹.

Le 23 février 1917, Journée internationale de la femme, les femmes du district de Vyborg, le quartier le plus chaud de Petrograd, organisèrent une grève dans les usines du textile. Elles parvinrent même à convaincre les femmes qui avaient précédemment préféré ne pas participer à la grève de les rejoindre et, toutes ensemble, elles marchèrent vers la Soupe populaire. Seulement alors, après que les femmes eurent

⁹ Cité in Marc Ferro : « The russian revolution of february 1917 », trad. J. L. Richards, Englewood Cliffs, N. J., Prentice Hall, 1972, p. 32.

¹⁰ Cité in David mandel : « The Petrograd workers and the fall of the old regime. From the february revolution to the july days, 1917 », Centre for russian and east european studies of the university of Birmingham, Londres, Macmillan, 1983, p. 25-26.

¹¹ Temma Kaplan : « Commentary on the socialist origins of International Women's Day », *Feminist studies* N°11, printemps 1985, 163-172.

rassemblé leurs forces dans la rue et établi le contrôle sur la foule, l'insurrection se répandit jusqu'aux immenses ateliers auxquels les travailleurs masculins donnaient une réputation méritée de radicalisme. À l'extérieur des ateliers, les femmes criaient : « À bas la guerre et les prix élevés ! À bas la famine ! Du pain pour les travailleurs ! Du pain ! » Les femmes saccagèrent les boulangeries et les épiceries en chantant des chants révolutionnaires, tandis que les hommes allaient dans les autres usines locales pour demander aux ouvriers masculins de soutenir la lutte pour le pain que les femmes menaient déjà. Ensemble, les hommes et les femmes descendirent la rue somptueuse connue sous le nom de Perspective Bolshoi, où les membres de la noblesse, les marchands et les officiels du gouvernement avaient leurs maisons. Dans cette même rue, il y avait des académies, des sections de l'université, un lycée et un centre d'éducation pour femmes adultes. Les femmes savaient que les étudiants, en agitateurs expérimentés, leur auraient donné leur soutien. Le district de Vyborg était proche des centres du pouvoir, relié qu'il était par un pont sur la rivière Neva au Palais d'hiver, à l'Amirauté et au quartier général de l'Armée, et les femmes de Vyborg en avaient conclu qu'elles étaient exceptionnellement bien renseignées sur les politiciens de l'État russe. Le sentiment des femmes que leurs gouvernants étaient des gens qu'elles connaissaient bien signifiait qu'elles tenaient le gouvernement – pas seulement les marchands – pour responsable des prix élevés et des pénuries.

Les mêmes schémas de mobilisation se reproduisirent dans d'autres quartiers populaires importants, comme ceux de l'île de Vasilevsky et dans le district de Petrograd. Les plus pauvres des femmes de la classe ouvrière sur l'île de Vasilevsky firent l'expérience de côtoyer les femmes de la classe moyenne des artisans. Comme tous ces groupes de femmes faisaient leurs courses dans les mêmes marchés, elles se connaissaient de vue et pouvaient se prêter main-forte en cas de rationnement. Le district de Petrograd était constitué de sept îles, et les quartiers ouvriers se situaient à l'ouest et au nord-est. Plus de 2 000 femmes y travaillaient, produisant du matériel médical, et d'innombrables autres travaillaient dans trois grandes usines textiles¹². Après avoir trimé tout le jour, ces femmes faisaient ensemble la queue avec l'espoir de rapporter quelque chose à manger pour leur famille. À travers ces expériences partagées, les femmes de la classe ouvrière de ces districts ont pu intensifier leur implication dans la lutte pour sauver leurs communautés.

Partout dans Petrograd, dans les jours qui suivirent la Journée internationale de la femme, les femmes entrèrent en action. Elles marchèrent depuis les faubourgs ouvriers jusqu'aux jardins Tauride, devant la Douma, centre symbolique du pouvoir politique de l'État russe, où les ouvriers des usines métallurgiques les rejoignirent. Des quartiers situés de l'autre côté de la Neva, les femmes marchèrent vers les prisons, principalement la forteresse Pierre-Paul, pour libérer les membres de leurs familles, dont la plupart étaient des prisonniers politiques à cause de leur participation à des syndicats ou à des groupes politiques.. Et beaucoup d'autres femmes dévalisèrent les magasins d'alimentation. Grâce à leurs réseaux de voisinage, les femmes distinguaient les bons commerçants des mauvais, ainsi les femmes qui s'attaquaient aux spéculateurs du voisinage se livraient en quelque sorte à une redistribution démocratique directe des ressources rares.

Tous les partis politiques de Petrograd s'opposèrent à la décision de lancer une grève pendant la Journée internationale de la femme, parce qu'ils savaient tous que la classe ouvrière n'était pas prête à mener une révolution à ce moment. Les dirigeants des partis craignaient qu'une action précipitée n'aboutisse à un massacre ou à des arrestations massives¹³. La majorité des femmes de la classe ouvrière, d'autre part, n'appartenaient ni aux syndicats ni aux partis politiques, contrairement aux hommes de leur famille. Alors que les hommes étaient de plus en plus attirés par les organisations de gauche, où les leaders élaboraient des stratégies économiques et politiques, les femmes continuaient à concentrer leur attention sur les besoins locaux et immédiats, dont le plus important était le besoin désespéré de nourriture. Les femmes essayaient d'approvisionner leurs familles et leurs voisins sans penser au droit de vote des femmes ni au droit des femmes à participer à égalité avec les hommes à un quelconque futur gouvernement. Et quand

¹² Mandel : « The Petrograd workers... », pp. 48-59.

¹³ Ferro : « The russian revolution... », pp. 38-39.

les hommes se joignaient à elles, ils le faisaient en tant que participants à une communauté de travailleurs et travailleuses que les femmes aidaient à constituer selon les principes de la conscience féminine.

La Révolution de février se déroula en deux temps. Il y eut d'abord une grève communautaire, que les femmes organisèrent et pour laquelle les revendications centrales étaient la nourriture et la paix. Puis il y eut la phase révolutionnaire, au cours de laquelle les syndicats et les partis politiques dominés par les hommes prirent les choses en main et transformèrent la protestation en une véritable révolution. Le troisième jour de grève générale dans la ville, les réclamations pour le pain étaient presque abandonnées en faveur de slogans ouvertement révolutionnaires.

Les autorités estimaient à 87 000 le nombre des ouvriers qui quittèrent leur travail pendant la Journée internationale de la femme, et ce nombre crut jusqu'à 200 000, puis à 300 000 les 24 et 25 février. Les chiffres ont dû être beaucoup plus importants car les statistiques ne prenaient pas en compte les femmes dans les files d'attente qui gonflaient les rangs des activistes. Comme cela arrive souvent, la mobilisation donnait l'occasion d'une éducation politique. Les appels du début pour du pain et la paix devinrent plus spécifiques et la foule étendit ses revendications à la journée de huit heures, une Assemblée constituante et une République.

La foule, qui était constituée de nombreuses femmes, avait envahi la perspective Nevsky au centre de Petrograd. Le 25 février, deux jours après le début de l'insurrection, le Tsar télégraphiait au général S.-S. Khabalov, du district militaire de Petrograd, lui donnant l'ordre de tirer, si nécessaire, pour mettre fin à la rébellion des femmes. Khabalov récapitula les problèmes auxquels font face toutes les autorités du monde lorsqu'elles sont confrontées aux réclamations des consommatrices. Lui, comme elles, comprenait que les femmes avaient, en tant que mères, certaines prérogatives dans les situations extrêmes, quand la nourriture est rare. Voici ce qu'il écrivit plus tard : « Ce télégramme, comment pourrais-je le dire pour être franc et sincère, fut pour moi comme un coup de masse. Tout arrêter avant demain, Comment ? Qu'allais-je faire ? Comment stopper ? Tant qu'elles demandaient du pain, nous leur donnions du pain, et voilà. Mais quand sur les pancartes il est écrit : "À bas l'autocratie", ce n'est plus une question de pain. Mais alors ? Le Tsar avait donné l'ordre – nous devons tirer »¹⁴.

Le 26 février, la police, qui jusqu'alors avait été incapable d'agir, fit feu dans la foule menée maintenant par les hommes et rassemblée sur Prospekt. En représailles, le peuple commença à mettre le feu aux bureaux de police. Le lundi 27 février, la presque totalité de la classe ouvrière était dans la rue et essayait de convaincre les soldats de cesser le feu et de changer de camp.

Une fois que les masses, qui comportaient des femmes, eurent affronté l'État, il y eut lieu de se demander si les troupes elles-mêmes avaient perdu la foi en la légitimité du gouvernement. En février 1917, les pertes considérables infligées à l'armée russe par les Allemands jetèrent le discrédit sur le Tsar, même vis-à-vis de ses soldats. Les femmes de la classe ouvrière, désespérées ne produisaient plus de revendications politiques. Ce qu'elles réclamaient paraissait seulement raisonnable. Les femmes pauvres de Petrograd harcelaient les soldats pour qu'ils abandonnent les armes et viennent à leurs côtés au nom du plus grand bien pour la société représentée par les femmes agissant pour tout le monde. Le Tsar donna aux cosaques l'ordre d'attaquer les rassemblements de femmes, et ils en vinrent au face-à-face. D'après Aleksei Tarasov-Rodiosov, un officier tsariste qui était témoin oculaire : « Le seul bruit qu'on ait pu entendre était le claquement des sabots des chevaux. Puis une fille sortit de la foule. Elle portait une veste sombre, rembourrée, et de grosses chaussures avec des caoutchoucs. Un châle tricoté, tout simple, de la même couleur que les manteaux des cosaques, était enroulé serré jusque par-dessus sa tête. Elle traversa l'espace qui la séparait des cosaques, vive et légère. Elle était tout près de l'officier. Des milliers d'yeux la suivaient et des milliers de cœurs battaient la chamade. Soudain, elle jeta en l'air un papier d'emballage – et tendit un bouquet de roses rouges et fraîches à l'officier. L'officier était jeune. Ses épaulettes brillaient gaîment. Son sabre, poli comme un miroir, était fermement tenu par une main vigoureuse – mais soudain la lame se mit à osciller désespérément, puis à pendre, brillante mais impuissante, au poignet

¹⁴ Cité in Ferro : « The russian revolution... », p. 38.

souple ganté de blanc. L'officier se pencha et prit le bouquet. Une clameur démente s'éleva – un cri comme je n'en avais jamais entendu et j'espère ne jamais en entendre un pareil à nouveau. C'était un hurlement de rire tonitruant »¹⁵.

Cette version légendaire, inspirée des histoires populaires de jeunes filles et d'officiers galants, fait la jonction entre le passé et le futur au cours duquel le soutien de l'armée à la Révolution bolchévique en octobre sera un élément crucial de la victoire.. En février 1917, il ne restait guère de pain à Petrograd ; et il n'y avait certainement pas de roses rouges. Mais cette histoire montre quelle importance les chroniqueurs attribuent sans le vouloir à l'implication des femmes – dans ce cas en reconnaissant que les femmes peuvent agir avec précaution là où les hommes se feraient tuer, particulièrement quand il est question de survie. En fait, depuis le premier jour, la troupe s'était mutinée dans tout Petrograd, parce qu'elle ne voulait pas tirer sur des femmes, et parce qu'elle aussi était devenue révolutionnaire.

Les femmes, agissant selon la conscience féminine, ont contribué au renversement du Tsar en février 1917. Leurs revendications, au nom de la communauté de voisinage plutôt qu'à celui de la classe sociale, du parti ou du syndicat, gagna le soutien des travailleurs et conduisit l'armée à se mutiner contre le Tsar. Le gouvernement libéral, faible, qui dirigea le pays pendant huit mois, tomba pendant la Révolution d'octobre 1917, tandis que le Parti bolchevique réussissait à inciter la classe ouvrière à créer l'Union soviétique, le premier État socialiste.

Août 1917, Turin, Italie

L'Italie, comme la Russie en 1917, présentait des caractéristiques qu'on associe aujourd'hui avec des pays du Tiers-Monde. La succession de guerres et de révolutions, ainsi que l'irrégularité de l'approvisionnement des villes en nourriture, constituaient un souci permanent pour la classe ouvrière. L'Italie n'avait été unifiée en tant que monarchie constitutionnelle qu'en 1861 et, même en 1917, les allégeances régionales prévalaient sur le sens de la citoyenneté envers une seule nation. Les habitantEs des provinces du Sud, y compris la Sicile et la Sardaigne, ne ressentaient aucun lien avec ceux des provinces du nord. Ils et elles habitaient des régions différentes et parlaient même des langages différents. Souvent absents, les propriétaires du sud tiraient leur revenu de la culture du blé, mais ils ne pouvaient être compétitifs sur le marché italien que si leur récolte était subventionnée. Pour conserver l'unité de la nation, l'État italien subventionnait le blé, assurant ainsi les revenus des propriétaires du Sud. Cette politique garantissait aussi que le prix du pain, l'aliment de base du régime de l'ouvrier, resterait élevé. Dans une inhabituelle mesure, le prix du pain était une cause d'irritation, capable d'inciter les femmes ordinaires à agir pour assurer la subsistance de leur famille¹⁶.

Turin, sur le fleuve Pô, au pied des Alpes, ressemble à toutes les villes italiennes, avec ses maisons dispersées aux toits de tuiles rouges malgré la concentration des industries lourdes. Comme Petrograd, Turin accueillait toute l'industrie métallurgique du pays. En 1919 et 1920, les métallos, y compris les ouvriers de l'automobile de l'usine Fiat, prirent possession des usines de Turin et organisèrent des conseils de fabrique sur le modèle des organisations démocratiques de travailleurs appelées *soviets* qui avaient vu le jour dans les usines révolutionnaires russes. De nombreux observateurs pensaient qu'une période révolutionnaire commençait en Italie. Mais les occupations d'usines et la création de conseils de fabrique ne représentaient en réalité que le point culminant d'une tradition révolutionnaire plus ancienne. Les affrontements victorieux avec le gouvernement sur les lieux de travail avaient été précédés par des années d'activités politiques de terrain et d'organisation par la base des hommes et des femmes de la classe ouvrière.

¹⁵ Aleksei Tarasov-Rodionov : « February 1917 », New-York, Covici-Friede, 1931, pp. 46-47. Une autre discussion sur la répugnance des cosaques à attaquer les manifestantes peut être trouvée in Tsuyoshi Hasegawa : « The february revolution : Petrograd, 1917 », Seattle, The University of Washington Press, 1981, p. 225.

¹⁶

Les femmes contribuaient à l'entretien d'une tradition révolutionnaire en Italie avant 1920. Le Premier Mai 1898 à Milan, une émeute à propos du prix de la nourriture mobilisa des femmes innombrables¹⁷. À Gênes en 1900, tous les dockers et autres travailleurs du port laissèrent tomber leurs outils, et les femmes de la communauté les rejoignirent dans les jardins publics où ils affrontèrent la police. Des grèves similaires suivirent à Turin et à Florence en 1902 puis à Rome en 1903. Dans toutes les manifestations, il était habituel de placer les femmes en première ligne en espérant que la police et les soldats reconnaîtraient leur droit de se battre pour le pain qui nourrirait leurs enfants.

La Première Guerre mondiale avait attisé les antagonismes entre le gouvernement italien et la classe ouvrière. En janvier 1917, dans les villes industrielles de l'Italie du nord, le prix de la farine avait augmenté de 88 %, celui du vin de 144 %, et celui des pommes de terre de 131 % par rapport aux prix de 1910¹⁸. De 1915 à 1917, la mobilisation éloigna les hommes de Milan et de Turin, les seules villes industrielles importantes du pays. Les ouvriers qui restaient dans les usines virent leurs droits limités parce que le gouvernement avait placé le travail sous la loi martiale. Une tentative de grève était considérée comme une insurrection et pouvait conduire à des exécutions. Pour ces femmes qui trouvèrent de l'embauche dans les usines, dix ou douze heures de travail étaient suivies de cinq heures d'attente dans les queues. À l'usine Pirelli de Turin, les femmes représentaient la moitié des 3 000 nouveaux ouvriers recrutés entre novembre 1914 et mars 1916¹⁹. Leurs mères et leurs sœurs qui ne travaillaient pas à l'extérieur de leur maison enduraient, comme les salariées, les restrictions et l'inflation. Comme les hommes et les femmes travaillaient dans des unités non mixtes, et comme le syndicalisme était illégal pendant la guerre, les femmes qui devinrent ouvrières dans l'industrie ne furent impliquées dans aucune grève économique sur le lieu de travail. Cependant, aiguillonnées par la conscience féminine, elles continuèrent à agir de concert avec d'autres femmes qui habitaient dans le voisinage. Même si elles avaient peu de chances de s'insurger à l'intérieur de l'usine, elles étaient capables de mobiliser dans le combat pour la nourriture bon marché en transformant les rues en arènes pour la lutte.

Au début de mars 1917, juste après que la Journée internationale des femmes avait été célébrée en secret dans de nombreux pays belligérants, un collectif de femmes socialistes à Turin colla des affiches sur les murs des quartiers populaires ? Les affiches demandaient : « N'y a-t-il pas eu assez de tourments causés par cette guerre ? Voilà maintenant que la nourriture pour nos enfants commence à manquer. Il est temps pour nous d'agir au nom de l'humanité souffrante. Notre cri, c'est : "Bas les armes !" Nous appartenons tous à une même famille. Nous voulons la paix. Nous devons montrer que les femmes peuvent protéger ceux qui dépendent d'elles »²⁰.

Tandis que les restrictions devenaient encore plus importantes en août 1917, des foules de femmes occupaient les espaces publics et manifestaient devant la mairie, réclamant la fin de la guerre et l'amélioration des livraisons de nourriture²¹. Une fois encore, comme à Petrograd, la proximité des quartiers populaires des centres administratifs a rendu possible une grève communautaire avec des revendications compatibles avec la conscience féminine. Bien que le maire ait promis de faire ce qu'il pourrait, ce n'était pas assez. Les boulangers de Turin rechignaient à utiliser toutes leurs réserves de farine pour la préparation quotidienne du pain ordinaire. Dès avril 1917, les autorités locales avaient suggéré des rations de 250 g de farine par jour et par personne dans les villes, mais il était difficile d'obtenir des agriculteurs du blé pour nourrir la troupe, sans parler des habitants des villes. Pour cela, les officiels locaux avaient besoin de l'aide du gouvernement national. Du 9 au 11 août, la fabrication du pain à Turin fut très irrégulière. Le 9 août, vingt-sept boulangeries avaient fermé dans les quartiers populaires comme San Donato, et de nombreuses femmes constatèrent que les distributions étaient terminées. Certains éléments tendraient à montrer que les autorités nationales manipulaient les restrictions pour discréditer les officiels de la ville, qui appartenaient à un parti opposé. Du point de vue des femmes de la

17

18

19

20

21

classe ouvrière, cependant, qui ou quoi était la cause des pénuries importait peu. Ce qui comptait pour elles, c'était nourrir leurs familles.

La crise majeure advint le mardi 21 août, lorsque plus de 80 boulangeries fermèrent avec cet écriteau : « Plus de pain ». Les femmes se rassemblèrent et, avec leurs enfants, sortirent de leurs quartiers pour aller manifester sur la place en face de la mairie. Elles étaient furieuses et désespérées. Elles étaient en colère parce que les boulangers avaient assez de farine pour faire des viennoiseries que seuls les riches pouvaient se permettre d'acheter, alors que les femmes de la classe ouvrière ne trouvaient pas de pain pour elles-mêmes et leurs familles.

Au matin du 22 août, les manifestations contre la pénurie de farine conduisirent le gouvernement local à commander un supplément aux provinces voisines. Des foules indignées et affamées, conduites par des femmes de la classe ouvrière, s'en prirent aux tramways. Les officiels locaux télégraphièrent au ministre de l'Intérieur pour qu'il envoie des renforts d'urgence s'il on ne voulait pas d'un soulèvement dans toute la ville. Le même jour, 2 000 cheminots suivirent les incitations des femmes et quittèrent le travail, déclarant qu'ils ne travailleraient plus s'ils n'avaient rien à manger. Le gouvernement prit au sérieux la menace d'agitation et tenta d'apaiser les souffrances de la classe ouvrière en dépêchant de la farine à la ville le matin du 23 août. Mais la farine arriva trop tard. Le puissant syndicat des métallos, comprenant les ouvriers de Fiat, se joignit aux femmes dans leur protestation contre les restrictions indignes, et les hommes quittèrent leur travail pour rentrer chez eux. La mobilisation des femmes avait incité les hommes à agir.

Ce qui en sortit fut une grève communautaire, au cours de laquelle les rues des quartiers ouvriers devinrent le lieu de l'action politique et économique. Les femmes faisaient leur part, fournissant des repas – une question d'action collective. Le 23 août, lorsque les femmes reçurent une réponse négative à leurs revendications, elles commencèrent à construire des barricades dans les quartiers de San Paolo et de Nizza au sud, et dans la banlieue nord à Milan. Les hommes les rejoignirent dans les quartiers, au lieu d'occuper les usines comme ils le feraient en 1919 et 1920.

Au soir du 22 août, avec des barricades dressées dans tous les quartiers ouvriers de la ville, la police et l'armée chargèrent. Malgré les appels, les forces armées ne fraternisèrent pas avec le peuple, comme en Russie en 1917. Trente-sept personnes furent hospitalisées et plus de 200 atterrirent en prison, mais le combat se poursuivit dans les quartiers de Nizza, de San Paolo et de Milan. Les femmes et les hommes de Nizza lancèrent des bombes artisanales aux attaquants, en blessant plusieurs. Le 27 août, 1 500 avaient été arrêtés. La majorité des hommes retournèrent au travail le lundi 27 août, mais les femmes ne reprirent pas leurs emplois car le pain devenait à nouveau rare, surtout dans les quartiers populaires.

Les femmes qui protestaient étaient surtout préoccupées par la disponibilité de la nourriture. Cependant, elles réclamaient aussi la fin de la guerre et le retour des troupes pour que les femmes mariées ne soient plus contraintes de travailler dans les usines. Lorsque le soulèvement prit fin, le 28 août, il avait évolué d'une émeute pour le pain à un effort coordonné des masses pour mettre fin à la guerre. Beaucoup de survivants furent jetés en prison pour avoir répandu la discorde et les idées pacifistes²². La guerre continua mais la grève communautaire avait établi un sentiment durable de résistance à Turin. Bien qu'elle soit seulement mentionnée en passant par la plupart des histoires de la gauche italienne, la grève communautaire de 1917, que les femmes avaient lancée, fut une contribution décisive au développement de la conscience révolutionnaire en Italie.

Les actions collectives des femmes en Espagne

Même les pays non belligérants comme l'Espagne subirent, à cause de la guerre, des pénuries qui contribuèrent à l'éruption de grèves communautaires. L'Espagne elle aussi avait expérimenté les vagues de guerres et de révolutions. Elle avait même été une république pendant un an, de 1873 à 1874.

L'Espagne était une monarchie constitutionnelle menée par des Premiers ministres forts. Malgré le suffrage universel masculin, les pauvres n'avaient pas leur mot à dire dans les élections. Celles-ci étaient organisées par les grands propriétaires du Sud, comprenant les régions entourant Malaga. Comme en Italie, le gouvernement essayait d'apaiser ces propriétaires absents, qui refusaient d'investir dans les moissonneuses qui rendaient les céréales des États-Unis, du Canada et de l'Australie moins chères, malgré le transport, que n'importe quel blé, avoine, orge ou seigle produits en Europe. Comme en Italie aussi, les droits de douane du gouvernement espagnol, établis pour évincer le blé bon marché et enrichir les propriétaires espagnols, poussaient le prix du pain à la hausse, contribuant ainsi à une agitation constante parmi les ouvriers citadins. Les premières apparaissant au milieu du 19^{ème} siècle, les grèves communautaires ont eu lieu dans la région la plus au sud de l'Espagne, l'Andalousie. À chaque fois, les habitantEs investissaient leur ville, établissaient un gouvernement démocratique et en organisaient la défense, jusqu'à ce que l'État débordé finisse par envoyer l'armée pour éteindre l'incendie. De 1868 à 1923, un long combat pour établir les droits démocratiques des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture a mobilisé les femmes de la classe ouvrière.

Depuis la fin du 19^{ème} siècle, Malaga a été au centre du mouvement anarchiste, avec lequel le peuple tentait de mettre en place le contrôle démocratique direct de leurs villes et de leur région²³. L'anarchisme, une théorie socialiste qui s'oppose à toutes les bureaucraties politiques et aux États, s'est bien développé dans la province de Malaga, qui produisait surtout de la vigne pour le raisin de table et pour le vin. Un gouvernement plus fort avec des troupes plus nombreuses en garnisons mieux réparties aurait sans doute pu empêcher l'anarchisme de fleurir en Andalousie. Mais, étant données la faiblesse et la pauvreté de l'État espagnol, dont les officiers étaient en surnombre alors que les soldats n'étaient pas toujours payés, l'anarchisme s'imposa comme une durable tradition révolutionnaire de démocratie populaire qui perdura jusqu'à la Guerre civile de 1936-1939. Malaga était une ville portuaire sur la Méditerranée qui dépendait beaucoup du commerce des vins avec le Royaume-Uni. Cette dépendance rendait les habitantEs de Malaga conscientEs du tournant économique créé par la Première Guerre mondiale. Malgré la propagande menée à la fois par les Alliés et la Triple Alliance, l'Espagne était restée en dehors des combats. Comme il n'y avait pas de conscription, la population de Malaga n'eut pas à souffrir de la mobilisation. Les besoins économiques n'étaient pas non plus liés avec un mouvement pacifiste. Il y avait bien cependant des restrictions alimentaires, à cause des livraisons à l'étranger pour approvisionner les troupes des pays belligérants. Comme la nourriture quittait Malaga pour être vendue sur les marchés internationaux, le pain était rare et les prix élevés. Les femmes de Malaga, loin du théâtre des opérations, étaient victimes du fait que les pays belligérants payaient des prix élevés pour des denrées aussi peu luxueuses que les anchois, principale source de protéines. Et, ces femmes comprenant mal quelles forces économiques et politiques étaient responsables de leurs souffrances, la conscience féminine les précipita dans l'action.

Au sein de la classe ouvrière, dans les quartiers proches du port et des bureaux du gouvernement, des rumeurs commencèrent à circuler concernant l'augmentation des exportations de poisson. Le soir du 14 juillet 1918, les femmes de Malaga décidèrent de prendre les choses en main. Elles défilèrent dans les rues pour dénoncer les spéculateurs et les accapareurs. Elles se rendirent devant les résidences d'été et les hôtels de tourisme pour appeler les femmes de ménage et les blanchisseuses à les rejoindre dans leur entreprise de régulation de l'approvisionnement en nourriture. Puis elles se dirigèrent vers la gare où elles mirent aux enchères d'énormes caisses de poissons à trente centimes le kilo pour des anchois frais. Elles déchargèrent les sacs de pommes de terre des wagons destinés à emporter la nourriture sur des marchés où l'on pratiquait des prix plus élevés que ceux que les femmes de Malaga pouvaient se permettre. Puis elles marchèrent vers le bureau du gouverneur régional pour lui demander de réduire le prix des pommes de terre, du poisson et de l'huile d'olive. Il promit de le faire le lendemain, mais les femmes restaient sceptiques, et en quittant ses bureaux elles se rendirent aux entrepôts où le poisson était stocké pour empêcher les marchands de le transporter aux chemins de fer et de l'expédier pendant la nuit²⁴.

23

24

À 13 h, l'après-midi du 15 janvier, des centaines de femmes se rassemblèrent sur l'Alameda, la principale rue de la ville. Elles marchèrent vers le centre officiel, qu'elles trouvèrent fermé. Elles chassèrent les enfants et les hommes qui voulaient se joindre à elles en criant : « Seulement les femmes ! », sans doute parce que leur conscience féminine les conduisait à penser que les officiels ne leur feraient aucun mal puisqu'elles ne faisaient que remplir leurs obligations de mères et nourrir leurs enfants. Vers 15 h 30, des centaines d'autres femmes étaient venues grossir les rangs de la foule. La Garde civile dispersa celles qui occupaient les quartiers du centre administratif sur la rue Larios, la rue de Grenade, et sur la place de la Constitution, près du port. Plus tard, des femmes de toutes les classes sociales reconstituèrent des rassemblements encore plus nombreux. Ce qui avait commencé avec des femmes pauvres qui tentaient de préserver la nourriture de la ville pour qu'il y en ait assez pour leurs familles devenait un mouvement pour proclamer les droits des femmes à intervenir dans les affaires du gouvernement quand les autorités manquaient à leurs devoirs de garantir la capacité des femmes à approvisionner leurs foyers. Comme les femmes se dirigeaient vers les bureaux du gouverneur pour lui rappeler ses promesses, elles se heurtèrent à la Garde civile qui essaya – sans succès cette fois – de les faire reculer. Josefa Caparros mourut des blessures causées par un tir d'arme à feu pendant les manifestations, et les femmes la portèrent en cortège, faisant de sa mort un assassinat et une attaque envers toutes les femmes.

L'armée espagnole tirait sur les femmes quand on lui en donnait l'ordre. En Espagne comme en Italie, le gouvernement portait une attention spéciale à ce que les soldats soient casernés en dehors de leur région d'origine pour minimiser les chances que ceux-ci connaissent les ouvriers ou les femmes qu'ils devraient affronter. En Italie, il était habituel d'utiliser des soldats venus du Sud, qui comprenaient à peine les dialectes du Nord, contre les manifestants de Turin. Le gouvernement espagnol faisait de même avec succès. Lorsque les femmes criaient aux soldats : « Nous sommes vos épouses ! Nous sommes vos sœurs ! Nous sommes vos filles ! », leurs appels étaient vains à cause des différences régionales d'habillement et de langage.

Durant l'hiver glacial de 1917-1918, des émeutes de la faim eurent lieu en Espagne, de Barcelone à Alicante et de Valence à Valladolid. Des milliers de femmes marchèrent pour réclamer le contrôle de la nourriture et du combustible produits dans leur région, pour empêcher ces denrées de s'envoler vers des marchés sur lesquels les négociants pourraient récolter de gros profits²⁵. En dépit des rébellions de femmes largement répandues dans toute l'Espagne en janvier et février 1918, et de l'imposition concomitante de la loi martiale, le gouvernement ne fut jamais menacé.

À Madrid, Catalogne, et dans le Pays basque, des socialistes et des anarchistes avaient organisé des grèves générales pendant l'été de 1917. En même temps, les soldats espagnols avaient formé des comités pour réclamer une meilleure solde, et les délégués au Congrès espagnol (les *Cortès*) avaient demandé la rédaction d'une nouvelle Constitution. Cinq mois avant les grèves des femmes, donc, des socialistes et des anarchistes incitaient les ouvriers à lâcher leurs outils et à cesser le travail. Cependant, les socialistes et les anarchistes ne réclamaient pas un secours immédiat sous forme de nourriture et de combustible, comme le firent les femmes pendant l'hiver 1918, agissant selon la conscience féminine.

Après les grèves communautaires des femmes en janvier 1918, il y eut d'autres insurrections en Espagne. En mars 1919, par exemple, les ouvriers des transports de Barcelone se sont mobilisés. Un grand nombre d'entre eux étaient prêts à renverser le gouvernement, malgré leurs dirigeants syndicalistes qui pensaient qu'ils n'étaient pas assez forts pour réussir²⁶. Les femmes ne se joignirent pas à la mobilisation en 1919, et les journalistes remarquèrent même qu'on voyait rarement des femmes dans les rues à part celles qui se hâtaient de rentrer du marché. Comme il n'y avait pas spécialement de restrictions qui auraient pu inciter celles qui avaient la conscience féminine à considérer que leurs familles étaient menacées, les femmes continuaient leur vie domestique. Comme à l'été 1917, les syndicats échouèrent à faire le lien entre les questions économiques et les problèmes plus larges qui avaient galvanisé les femmes de la classe ouvrière à Malaga, à Barcelone et ailleurs. À aucun moment les grèves communautaires dans lesquelles

25

26

s'engageaient les femmes de la classe ouvrière n'avaient été liées sur le plan stratégique à d'autres plans d'action socialistes ou anarchistes. Les vaillantes luttes des femmes de Malaga, de Barcelone, de Valladolid et de Valence restent largement invisibles jusqu'à ce jour.

Crise sur les loyers à Veracruz, Mexique

Le Mexique, dont le sort était lié à celui de l'Europe depuis l'aube de la période moderne, a aussi connu bon nombre de grèves communautaires qui furent, comme en Europe, menées par des femmes de la classe ouvrière. Une telle grève communautaire eut lieu lorsque des femmes tentèrent de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie à Veracruz, Mexique, en juillet 1922²⁷.

Sur fond de révolution mexicaine (qui se déroula en plusieurs phases de 1910 à 1927), le coût de la vie avait atteint des sommets à Veracruz. Le trafic maritime dans cette capitale commerciale de la République mexicaine avait attiré bon nombre de nouveaux travailleurs et travailleuses car la Révolution avait perturbé la vie rurale et chassé les hommes et les femmes de la campagne. Cette migration avait fourni de nombreux clients aux propriétaires avides, qui firent les loyers s'envoler vertigineusement. Les locations passèrent de 10 à 30 pesetas par mois, tandis que l'inflation se déchaînait. Tant que la classe ouvrière a trouvé du travail, elle a payé ces loyers déraisonnables, mais après que le boom des transports maritimes causé par la Première Guerre mondiale se fut affaïssé, le chômage se répandit et beaucoup ne purent plus payer ces loyers élevés.

Les évictions qui s'ensuivirent détricotèrent les liens personnels de voisinage et privèrent les gens du peu de sécurité qu'ils avaient dans la ville nouvelle. La misère s'installa partout et l'activisme politique se développa à gauche. Ces conditions, combinées à la proximité des quartiers populaires avec le port et les bureaux du gouvernement, rendaient une grève communautaire fortement probable.

En janvier 1922, 3 000 hommes et femmes vinrent ensemble à un rassemblement en plein air pour discuter de la crise du logement. Un groupe de femmes, avec Heron Proal, un tailleur socialiste utopique avec des idées anarchistes, se dégagèrent comme leaders du Syndicat révolutionnaire des locataires. Ils appelèrent à une grève des loyers qui, dès le 3 mars, impliqua 80 % de la population, comprenant un bon pourcentage de veuves, de femmes de marins et de salariées. Des rassemblements de masse au cours desquels on jouait des pièces de théâtre inspirées par la situation politique servaient à éduquer les foules et à améliorer leur sens de la solidarité. Les grévistes exigeaient le réajustement immédiat des loyers. Ils et elles plaidaient aussi pour la reconnaissance officielle du Syndicat des locataires, qui devrait jouer un rôle dans la détermination équitable des loyers et des baux.

Parmi les plus actifs dans les comités d'organisation, ceux qui passèrent les quartiers au peigne fin pour récolter des soutiens, il y avait des femmes qui, tout le monde en convient, devinrent les forces vives de la grève de Veracruz²⁸. Quand les autorités menacèrent d'employer la force, les grévistes des loyers organisèrent le 5 juillet 1922 un rassemblement public illégal dans le parc Francisco-Ferrer ainsi nommé en hommage à l'anarchiste espagnol exécuté à Barcelone en 1909.

Comme l'horloge de l'hôpital des Femmes sonnait 20 h, Proal (le seul homme impliqué dans la direction de la lutte) apparut, entouré par un groupe de femmes habillées en rouge. Le combat éclata lorsque la police et l'armée attaquèrent, frappant tous ceux qu'elles pouvaient atteindre. Quarante femmes criaient : « Vive la révolution sociale ! » et une foule de 2 000 manifestantes leur faisaient écho. Comme leurs sœurs russes, mais avec moins de succès, elles tentèrent de faire basculer les soldats de leur côté en criant : « Longue vie à nos frères soldats ! ».

Tandis que les soldats mettaient en joue, les femmes prirent la direction du cortège pour leur faire face. Une femme nommée Simona Aguirre s'avança avec son drapeau rouge et s'approcha de la voiture du

27

28

colonel Lopez Manzano. Des soldats lui barrèrent la route. L'un d'entre eux la frappa, la mit à terre et lui arracha son drapeau rouge. La foule se précipita pour la défendre. Les soldats tirèrent sur la foule, tuant et blessant quelques manifestants, et arrêtèrent tous les dirigeants syndicaux qu'ils purent trouver.

Pendant les mois qui suivirent la grève, les femmes entraînèrent la communauté dans des manifestations périodiques. Les dockers et les marins se lancèrent sporadiquement dans des grèves en 1922 et 1923. Veracruz était le centre du militantisme syndical et de l'activisme de gauche au Mexique. De nombreux dockers de Veracruz appartenaient à un parti, communiste, socialiste ou anarchiste. La ville était un véritable foyer radical mais, comme dans les pays d'Europe, les ouvrières du textile, qui constituaient une large proportion des travailleurs et travailleuses de l'industrie, n'étaient pas syndiquées.

Les manifestantEs venaient de tous les groupes politiques. Les marcheurs et marcheuses, habilléEs en rouge, comprenaient des hommes aussi bien que des femmes et des enfants. Les bataillons de femmes portaient généralement des drapeaux rouges. Derrière elles, les hommes portaient des pancartes avec des portraits de Lénine, Trotski, Marx et Bakounine. Des gros bras, fermant la marche, étaient prêts à défendre les marcheurs pacifiques. Contrairement aux femmes de Malaga, celles de Veracruz laissaient les hommes rejoindre leurs manifestations politiques, risquant ainsi davantage les attaques de la police et des soldats, qui considéraient que les hommes étaient plus menaçants que les femmes, même si aucun des manifestants n'était armé.

En 1923, les hommes et les femmes de Veracruz ont obtenu un plafonnement des loyers qui limitait les augmentations à 6 % par an et le droit à un bail annuel à un prix fixe. Une loi fut passée qui instaurait des comités de locataires et de propriétaires, qui réglementait les normes d'hygiène, mais les femmes ne réclamèrent et n'obtinrent aucune place dans ces comités²⁹. Les membres du Syndicat des locataires, qui voyaient dans la victoire de la lutte pour le contrôle des loyers une occasion de participer au gouvernement, en exclurent les femmes qui avaient pourtant gagné le combat. Inspirées seulement par la conscience féminine, les femmes activistes ne tentèrent rien pour s'assurer le droit de s'asseoir sur les bancs du gouvernement qui devait réglementer leurs logements. L'exclusion de ces femmes privait ainsi les partis de gauche, et la ville dans son ensemble, de leurs compétences développées dans un mouvement de base majeur.

Images contradictoires des ouvrières

À Petrograd, à Turin, à Malaga et à Veracruz, l'expérience des femmes de la classe ouvrière démontre parfaitement les contradictions entre les images idéalisées des femmes comme mères nourricières autocensurées que la plupart des sociétés conservaient et la réalité de la vie des femmes pauvres. Dans des circonstances normales, les femmes des classes populaires n'avaient jamais brigué un mandat, jamais réclamé un nouvel ordre politique, jamais attaqué les autorités. L'obsession des femmes c'était la survie, pas le changement politique ou économique. Quand des périodes d'extrême pénurie conduisaient les femmes à s'exposer aux balles pour obtenir les ressources nécessaires à la survie de leur famille, cependant, ces femmes montraient clairement que quelque chose allait très mal.

Les idées socialistes et anarchistes s'infiltraient dans les quartiers où les hommes et les femmes s'engagèrent dans des grèves communautaires dans la période de la Première Guerre mondiale, mais c'était leur conscience féminine qui poussait vraiment les femmes à agir. Sans ce concept de conscience féminine, les implications politiques des femmes dans les grèves communautaires qui eurent lieu pendant et après la Première Guerre mondiale disparurent, comme ce fut le cas dans la plupart des histoires de la période. Des femmes qui acceptaient les rôles que leur société avait définis pour elles – les femmes qui voulaient être de bonnes épouses, mères, sœurs et filles – devaient parfois affronter la police ou l'armée à cause de leur besoin de nourriture pour nourrir leur chère famille. Les hommes de la classe ouvrière négligeaient habituellement le rôle central du combat quotidien des femmes pour la survie de la communauté au profit des buts anarchistes et socialistes. L'amélioration des conditions de travail, les

arrangements politiques, ou la conduite de la guerre, voilà les sujets autour desquels les hommes recrutaient pendant cette période. C'était seulement quand les femmes s'engageaient dans une action collective pour obtenir de la nourriture, du combustible ou des loyers modérés que les hommes reconnaissaient la pertinence des efforts des femmes par rapport à leurs propres objectifs. La compréhension du rôle de la conscience féminine dans les grèves communautaires de cette époque permet de révéler comment les hommes et les femmes de la classe ouvrière négligent les différences de priorité pour s'unir dans les mouvements sociaux des premières décades du 20^{ème} siècle.

Mes remerciements à Victoria de Grazia, Dana Frank, Lynn Mally, Paul Mattick, Robert Moeller, Bennett Sims, et Meredith Tax pour les suggestions faites au long du travail. Ce chapitre fait partie d'une étude plus large, soutenue en 1982-1983 par un Rockefeller Humanities Fellowship.